ELECTIONS LEGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

5me Circonscription de la Gironde

PARTI SOCIALISTE S.F.I.O.



CANDIDATURE

Guy LARTIGUE

Conseiller général, Maire de Grayan-L'Hôpital
Président du Syndicat Intercommunal de D.F.C.I.
Propriétaire viticulteur, sylviculteur et éleveur

Remplaçant éventuel

Pierre ARNOU-LAUJAC

Docteur en médecine,
Conseiller municipal de Lacanau-Médoc.

ELECTRICES ET ELECTEURS,

NOUS NE SOMMES PAS DES SECTAIRES

Respectueux de toutes les croyances religieuses, le Parti Socialiste s'adresse indistinctement **à tous les travailleurs,** les invitant à l'union pour que le travail soit honoré, protégé et respecté, pour que les injustices sociales soient supprimées. Dans la société, l'individu n'a pas que des droits à faire prévaloir. Il a aussi des devoirs à remplir. **Ils doivent être les mêmes pour tous.**

La laïcité porte en elle le respect de toutes les confessions.

ASPECT DE LA CAMPAGNE ELECTORALE

On a critiqué, à juste titre, l'immoralité des **apparentements.** Une nouvelle loi électorale a été votée. Les apparentements sont remplacés par des **coalitions** de partis qui ne dureront que pendant la campagne électorale. Il y a des ententes à 3, à 4, et la course aux investitures pose des questions de personnes provoquant déception et rancœur. Ce qui ne laisse aucun doute, c'est que ces coalitions sont dirigées contre nous et nous en sommes fiers. Le plus curieux, c'est que tous les candidats à des degrés différents certes, s'affirment « sociaux » et défenseurs des libertés, même si leurs actes, leurs votes dans le passé démontrent le contraire. Conversion de circonstance !...

Electrices et Electeurs qui, jusqu'à présent, avez voté « modéré », votre **perplexité doit être grande** pour choisir dans l'éventail nuancé des modérés. Vous désirez du nouveau. Ayez alors le courage d'abandonner vos traditions, de ne plus écouter les conseils intéressés, de vous libérer du passé. **Devenez véritablement des indépendants,** puisque le mot est à la mode et réfléchissez sur les faits qui ont caractérisé la dernière législature et sur le rôle qu'y a joué le Parti Socialiste. Nous vous invitons avec confiance à cet examen car, fait honnêtement, il ne peut que nous être favorable. L'époque de l'épouvantail socialiste est révolue. L'évolution, même en politique, est la règle. **Abandonnez donc l'immobilisme et ne vous laissez pas influencer** par des millions de tracts tendancieux.

Pour affirmer votre volonté de rendre la Ve République **démocratique et sociale,** vous apporterez vos suffrages aux Socialistes qui savent ce qu'ils veulent, à la jeune équipe de la 5e circonscription, et alors vous saurez voter « **UTILE** » !

REFORME DE LA CONSTITUTION

Depuis longtemps déjà nous affirmions la nécessité de la remise en ordre de nos institutions afin d'assurer à l'Exécutif **plus de stabilité** sans retirer au gouvernement les moyens d'agir.

Le pays a adopté une nouvelle Constitution. Pour **faire vivre** les institutions nouvelles, les **développer** et, éventuellement, les **protéger,** il vous appartient de choisir des hommes courageux, indiscutablement fidèles à la République. **Le sort de la Ve République dépendra dans une certaine mesure de la composition de la nouvelle Assemblée.**

Nous ne **renions pas la IVe République** et le rôle du gouvernement Guy MOLLET. Elle est morte parce que **la** Droite **n'a jamais voulu accorder les sacrifices exigés par l'intérêt national.**

Il était indispensable de modifier la Constitution, mais la mesure n'est pas suffisante. Pour rénover le régime parlementaire, il faut surtout que **les mœurs politiques se moralisent.**

Or, tant dans la métropole qu'en Algérie, nous assistons à un spectacle écœurant.

En réalité, ce sont ses **saboteurs qui ont jeté le discrédit sur la IVe République.**

LE PROBLEME ALGERIEN, PROBLEME N° 1

POURQUOI CETTE GUERRE. La Droite a successivement **refusé au socialisme :** l'application du projet Blum-Violette (avant la guerre), le statut de 1947, et même la loi-cadre à l'automne 1957. Cette même Droite a refusé à Guy Mollet le collège unique.

LE 13 MAI. — Ce soulèvement en Algérie, a été le fait des **ultras,** aidés par quelques militaires. Leur but **avoué** était de **renverser le pouvoir républicain** et de s'y substituer. La guerre civile apparaissait imminente.

LE GOUVERNEMENT DE GAULLE. Seul le général de Gaulle pouvait rétablir la situation. Après son investiture, Guy MOLLET entrait dans son gouvernement pour **reconstruire la République.**

TROIS ETAPES SUCCESSIVES ACCOMPLIES

1° Institutions nouvelles données à la **République.**

2° Définition de la politique algérienne par le chef du gouvernement et remise d'Alger sous la dépendance de Paris.

3° Nouvelle loi électorale : scrutin majoritaire uninominal à deux tours, **demandé par les socialistes** et la majorité des Français.

CONCLUSION

Le général de Gaulle a maintenu la République et les socialistes lui ont apporté leur concours total et loyal.

Les « factieux » n'imposeront pas un état totalitaire et autoritaire se substituant aux institutions légales.

SOLUTION ALGERIENNE

1° L'Algérie doit rester française.

2° Le but à atteindre est la coexistence des deux communautés dans une totale égalité des droits.

3° Il est nécessaire de rétablir au plus tôt la Paix. La solution ne peut être que **politique,** c'est-à-dire négociée.

4° Tant que ce but ne sera pas atteint, une politique **libérale et humaine de pacification** s'appuyant sur l'effort militaire doit être poursuivie.

Politique saharienne. La mise en œuvre des richesses sahariennes doit se poursuivre **en sauvegardant le caractère national** de la gestion des ensembles sahariens (loi du 10 janvier 1957, sous Guy MOLLET).

NOTRE PROGRAMME AGRICOLE

1° Pour accroître le revenu agricole **global,** le Parti propose une orientation de la production ; **une politique de prix garantis** ; une réorganisation des marchés ; une réforme complète du circuit distributif.

2° Pour accroître les revenus et **le bien-être** du paysan, il faut mettre à sa portée de nouveaux moyens techniques de production ; lui assurer **la sécurité sociale intégrale et la protection contre les calamités agricoles.**

3° L'exploitation familiale doit bénéficier par priorité d'une aide technique, d'avantages sociaux, économiques, financiers et fiscaux. (Titre III de la loi-cadre de Kléber Loustau.)

4° Si des réformes substantielles n'ont pas été obtenues, c'est que les faux paysans et les faux indépendants de l'Assemblée **ont voté contre les projets socialistes.**

PROBLEME FORESTIER

Nos forêts sont une de nos plus grandes richesses nationales. Régionalement, les intérêts des gemmeurs doivent être défendus, et des débouchés doivent être recherchés pour les bois.

Le Fonds National Forestier doit financer les travaux d'entretien indispensables à la conservation des massifs forestiers.

POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE
PRIX ET POUVOIR D'ACHAT

Le niveau de vie des travailleurs, sous le gouvernement de Guy MOLLET, avait été **substantiellement amélioré** (près de 10 %). Depuis juin 1957, ce niveau de vie **s'est abaissé** de près de 5 % ; il risque encore de se dégrader si une politique économique conforme à notre programme n'est pas rapidement entreprise.

POLITIQUE DE LA CONSTRUCTION

Un logement décent permettant de meilleures conditions de vie quotidienne **contribue à la libération humaine. Dans ce domaine, un ministre socialiste a fait plus que tout autre.**

L'orientation actuelle de la politique de construction suscite de nombreuses inquiétudes.

Pour l'application d'un plan de modernisation et d'équipement.

Il permettra **d'augmenter la production,** aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie, et le **plein emploi,** c'est-à-dire la suppression du chômage, d'où dépend le bien-être des travailleurs. Il faut **rénover notre enseignement et développer l'artisanat.**

REFORME FISCALE

Nous restons fidèles à la prééminence de l'impôt direct sur les impôts de consommation.

Une plus juste répartition des impôts est la base de toute réforme fiscale. Il faut diminuer l'importance des impôts sur la dépense en **réduisant les taxes sur le chiffre d'affaires,** ce que nous demandons depuis 1953. Nous regrettons l'impénitence de M. Pinay qui accorde une **nouvelle amnistie fiscale** aux fraudeurs.

POLITIQUE INTERNATIONALE

Elle se traduit par :

Le respect du droit et des traités dans le cadre de l'O.N.U.

L'organisation de la Paix fondée sur le **désarmement** général simultané et contrôlé et l'arrêt des expériences nucléaires.

La construction de l'Europe qui consolidera la Paix.

L'adaptation de l'économie française du Marché commun.

Le maintien, en attendant le désarmement, de notre sécurité collective dans le cadre de l'alliance atlantique.

Le règlement des différends internationaux par des rencontres appropriées, en vue de négociations.

LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Le Parti Socialiste a toujours eu pour objectifs :

1° La **libération économique** des peuples en les délivrant de toute exploitation et en les aidant à mettre en valeur les ressources de leurs territoires.

2° **Leur libération politique dans la démocratie.**

Les thèses défendues dans la loi-cadre de Gaston Defferre ont permis les récentes décisions gouvernementales **dont nous nous réjouissons.**

Vu : LES CANDIDATS.

APPEL DU COMITÉ ÉLECTORAL

Electeurs et Electrices,

Nous espérons que vous lirez ce document trop long et trop court à la fois.

Laissez-vous guider par les sentiments de générosité qui existent à l'état latent dans le cœur de tous les hommes.

Comprenez que la **souveraineté politique** du peuple et la **justice sociale** sont étroitement unies.

Rendez-vous compte que le Parti Socialiste, le Parti de l'Avenir, est la force d'avant-garde républicaine et qu'il incarne une volonté de Paix.

Ayez confiance en lui ; votez pour ses candidats et votre décision sera un **acte d'espérance** en une **société nouvelle souhaitée par la grosse majorité des Français.**

EN VOTANT SOCIALISTE, SANS HESITATION, VOUS VOTEREZ POUR LA DEFENSE DES LIBERTES, POUR UNE REPUBLIQUE JUSTE ET FRATERNELLE.

Imp. Alex. JARLET - Bx